



Université Cheikh Anta Diop de Dakar  
Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement



International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

---

## ACTES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE DAKAR (CEID)

*Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide,  
inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 2 et 3 mai 2023

---

### CONFLITS SÉCURITAIRES ET MOBILISATION DES RECETTES FISCALES AU MALI

**SOULEYMANE OUONOGO**, Enseignant-chercheur, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Bamako, Mali

**SORY DOLO**, Enseignant-chercheur, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Bamako, Mali

**RÉSUMÉ :** L'objectif de ce papier est d'analyser l'effet des conflits sécuritaires sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali. L'utilisation d'un modèle Autorégressif Distributif Lag (ARDL) sur la période 1990-2021, a permis de montrer que les conflits sécuritaires nuisent significativement à la mobilisation des recettes fiscales au Mali à long terme. A court terme, ils n'ont pas d'influence sur la mobilisation des recettes fiscales. Les variables de contrôle telles que les valeurs retardées d'une et deux périodes, la part courante et passée de l'industrie dans le PIB agissent positivement et significativement sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali.

**MOTS-CLÉS :** Conflit, recette fiscale, ARDL.

*Les idées et opinions exprimées dans les textes publiés dans les actes de la CEID n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UCAD ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.*

## I. Introduction

Le financement d'une économie est affilié à sa capacité de mobilisation des ressources aussi bien internes qu'externes. La mobilisation des ressources internes est une nécessité face aux contraintes liés à l'accès aux ressources externes. Ces ressources doivent permettre à l'Etat d'assurer ses fonctions régaliennes telles que définies par (Musgrave, 1959). C'est ainsi que l'Etat pourra financer les dépenses en infrastructures, en éducation et en services de santé nécessaires au développement et à la réduction de la pauvreté (Sènou, 2014).

Le Mali, depuis un certain nombre d'année a entrepris des réformes en vue d'accroître ses recettes fiscales. Cette décision des pouvoirs publics est une réponse à la problématique de la faiblesse structurelle de la performance du pays en termes de mobilisation de ressources domestiques. En effet, les performances du Mali en matière de mobilisation des recettes fiscales demeurent faibles avec une moyenne de 12,8% au cours des deux dernières décennies (2000-2020), plongeant le pays à l'avant dernière position sur les 8 pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (BAD, 2020). Selon la même source, le pays n'a jamais atteint le plancher de 20% du PIB fixé dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA au titre de la pression fiscale. Plus alarmant, le Mali semble loin de son potentiel fiscal, car le pays aurait pu mobiliser 15,5% du PIB en 2020 mais n'a pu atteindre que 13,3% du PIB (FMI, 2021), ce qui témoigne d'une marge considérable de recouvrement des recettes. Ce problème semble se maintenir dans la durée dans la mesure où une note du Système Intégré de Gestion des Impôts et Taxes Assimilés (SIGTAS) avait révélé l'existence d'un important problème d'équité fiscale dans le pays, avec 97% des recettes fiscales mobilisées auprès de seulement 3% des entreprises en 2007 (SIGTAS, 2018).

Le manque de réformes fiscales qui semble être à l'origine de cette faiblesse de mobilisation des recettes fiscales n'en n'est pas la seule cause. En effet, le pays fait face à une crise sécuritaire persistante depuis l'occupation d'une partie du territoire national par des groupes armés depuis 2021. L'Etat, qui n'est plus présent dans ces zones de conflits, n'y a donc plus le contrôle.

L'effet des conflits internes sur les recettes fiscales est ambigu dans la littérature.

Un premier groupe de travaux considère que les conflits internes renforcent la capacité de mobilisation des recettes fiscales (Tilly, 1990 ; Addison, 2002 ; Leroy, 2007 ; Besley et Persson, 2014). Par contre, un second groupe trouve que les conflits internes affectent négativement les recettes fiscales (Gupta et al. 2002 ; Addison et al. 2004 ; Besley et Persson, 2008 ; Rodríguez-Franco (2016) ; Ndoricimpa, 2021).

Ainsi, les conclusions des travaux sont divergentes sur l'effet des conflits sur la mobilisation des recettes fiscales. De plus, à notre connaissance peu de travaux ont analysé empiriquement la relation entre les conflits et la mobilisation des recettes fiscales dans le contexte du Mali.

Au regard des éléments précédemment évoqués, cet article a pour ambition d'analyser empiriquement l'effet des conflits sécuritaires sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali.

En vue d'atteindre cette ambition, la suite du travail s'articule en quatre sections à savoir : la revue de la littérature dans la deuxième section, la troisième section est consacrée aux faits stylisés, la présentation et l'analyse des résultats obtenus feront l'objet de la quatrième section, enfin, la dernière section conclura et déduira des implications de politique économiques.

## II. Revue de littérature

Cette section fait un survol de la littérature sur la relation entre les conflits armés et la mobilisation des recettes fiscales.

Cependant, la mobilisation des recettes fiscales en période de conflits a fait l'objet de travaux intenses qui peuvent être regroupés en deux catégories.

Un premier groupe de travaux basés sur les expériences de certains pays en période de conflits considère que les conflits améliorent les recettes fiscales (Tilly, 1990 ; Downing, 1992 ; Ertman, 1997 ; Addison, 2002). En effet, selon ces auteurs, les conflits augmentent le désir des gouvernements de lever les recettes fiscales pour faire face aux coûts de la guerre, tandis que les conflits peuvent rendre les citoyens plus disposés à supporter les charges fiscales.

Selon (Tilly, 1990), les conflits internes renforcent la capacité de mobilisation des recettes fiscales des États. Dans l'extension des travaux de Tilly, (Besley et Persson, 2014) ont montré que la part des pays utilisant des retenues à la source a doublé pendant la Seconde Guerre mondiale. (Leroy, 2007) explique qu'en temps de paix, les interventions publiques sont limitées par la réticence à payer l'impôt, alors que la guerre augmente la tolérance à l'impôt.

En Amérique latine, (Soifer, 2015) constate que la prévalence des conflits a joué un rôle crucial dans l'extension de l'État au XIX<sup>e</sup> siècle, et (Rodríguez-Franco, 2016) constate que les élites colombiennes de Bogota ont commencé à soutenir le renforcement de l'État par de nouveaux impôts au début des années 2000, après plusieurs décennies de conflit interne.

Le gouvernement du Sri Lanka avait entrepris une série de réformes en termes de mobilisation fiscale pour financer le budget de la défense, ce qui a entraîné une augmentation de plus d'un milliard de dollars US des recettes fiscales par an avant les accords de paix avec les rebelles tamouls (FMI, 1999).

Un second groupe de travaux trouve au contraire que les conflits ont un effet négatif sur la mobilisation des ressources fiscales (Gupta et al. 2002, Addison et al. 2004). Ces auteurs soulignent que les conflits peuvent détruire une partie de l'assiette fiscale et affaiblir l'efficacité de l'administration fiscale. Par exemple, (Ndikumana, 2001) note qu'après l'éclatement d'un conflit armé dans deux pays d'Afrique, non seulement l'assiette fiscale s'est effondrée, mais l'administration fiscale a également été entravée. Avec le retour de la paix et la reprise d'une production normale dans l'un des deux pays, les recettes fiscales se sont progressivement rétablies et ont dépassé en 1998 le niveau d'avant le conflit.

Dans une étude sur la mobilisation des recettes fiscales dans un contexte de conflit, (Boogaard et al., 2016), n'ont trouvé la preuve d'aucun impact positif des conflits civils sur la collecte des recettes fiscales. (Besley et Persson, 2008) ont trouvé que les conflits internes ont un impact négatif sur la capacité de l'État à mobiliser les recettes fiscales.

Dans une étude plus récente, (Ndoricimpa, 2021), trouve que les taxes sur les biens et services sont négativement associées aux conflits civils au Burundi.

### III. Faits stylisés

Il sera question de faire une analyse des faits stylisés des recettes fiscales et des conflits au Mali dans cette section.

Le tableau 3.1 montre la décomposition des recettes fiscales en 2022 ainsi que les prévisions de 2023.

**Tableau 3.1** : Décomposition des recettes fiscales au Mali en 2022 et les prévisions de 2023 en milliers de francs CFA

	<b>Initiales 2022</b>	<b>Prévisions 2023</b>
Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	444 831 000	634 519 000
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	4 306 000	19 206 000
Impôts sur le Patrimoine	5 850 000	5 120 000
Autres impôts directs	111 545 000	115 206 000

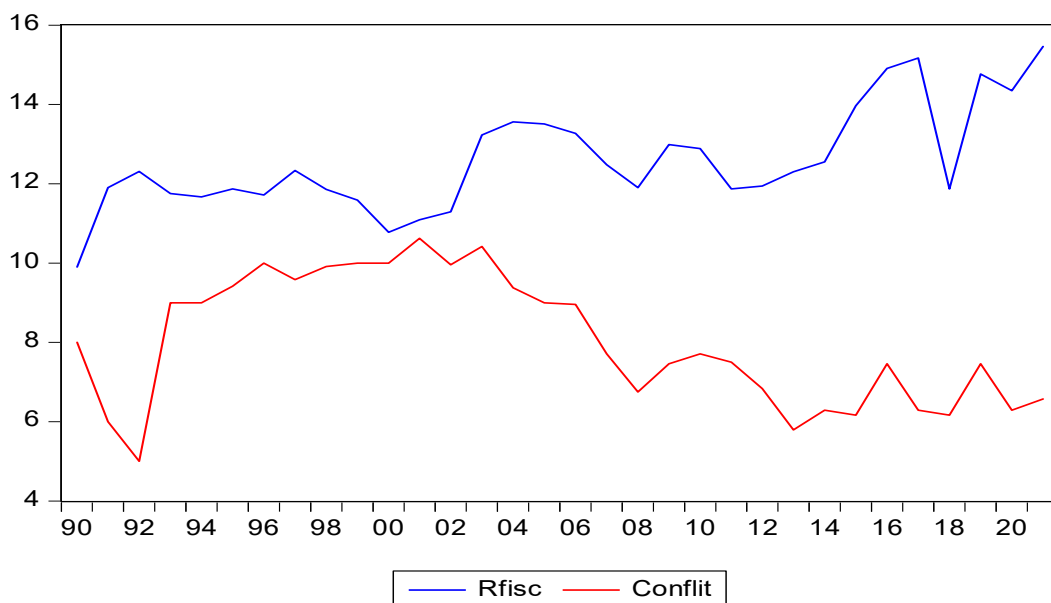
	<b>Initiales 2022</b>	<b>Prévisions 2023</b>
Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	959 718 800	816 761 130
Droits de timbre et d'enregistrement	66 278 000	62 656 000
Droits et taxes à l'importation	200 840 000	239 638 000
Autres recettes fiscales	5 239 200	3 975 450
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>1 798 608 000</b>	<b>1 897 081 580</b>

Source : Auteurs à partir du Budget d'Etat (Recettes, 2023).

Le tableau 3.1 montre les différentes composantes des recettes fiscales en 2022 et les prévisions de 2023. On peut constater que les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services constituent la source principale des recettes fiscales. Cette composante est suivie des impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital et des droits et taxes à l'importation. Par contre, les impôts sur les salaires versés et autres rémunérations représentent la plus faible contribution aux recettes fiscales en 2022 et les prévisions montrent que les impôts sur le patrimoine en sont pour l'année 2023.

On remarque également que les recettes fiscales devraient augmenter en 2023 malgré la situation sécuritaire du pays. La figure 3.1 met en évidence l'évolution des recettes fiscales et des conflits au Mali.

**Figure 3.1** : Evolution comparée des recettes fiscales et des conflits internes au Mali sur la période 1990-2021



Source : Réalisée à partir d'Eviews 10.

De la figure 3.1, il ressort deux périodes d'observations : la période avant 2002 et après 2002.

On constate qu'avant l'année 2002, les recettes fiscales et les conflits ont évolué dans le même sens excepté l'année 1992. En effet, on note une baisse progressive des recettes fiscales et une diminution de l'intensité des conflits internes (hausse progressive de la courbe des conflits).

Après 2002, les recettes fiscales n'ont cessé de progresser significativement malgré le pic de 2018. Cette hausse des recettes fiscales s'est accompagnée par une intensification des conflits (Baisse de la courbe des conflits).

## IV. Démarche méthodologique de l'étude

Cette section présente le modèle empirique, les variables et les sources des données.

### 4.1. Le modèle

Sur la base de la conclusion des travaux de (Besley et Persson, 2008) selon laquelle les conflits internes réduisent la capacité fiscale de l'Etat dans les pays en développement, nous estimons l'effet des conflits sur les recettes fiscales au Mali à l'aide d'un modèle linéaire dont la forme fonctionnelle s'écrit de la manière suivante :

$$Rfisc = f(\text{conflit}, \text{variables de contrôle}) \quad (1)$$

Où  $Rfisc$  est le ratio des recettes fiscales totales rapportées au PIB ou le taux de pression fiscale,  $conflit$  désigne l'intensité des conflits armés et  $variables de contrôle$  représente l'ensemble des variables de contrôle du modèle telles que l'ouverture commerciale, la valeur ajoutée agricole, la valeur ajoutée industrielle.

Dans la mesure où certaines variables sont stationnaires à niveau et d'autres en différence première, nous utilisons un modèle Autorégressif Distributif Lag (ARDL) pour estimer l'effet des conflits sur les recettes fiscales au Mali.

Ce modèle qui fut développé par (Pesaran & Shin, 1998) et (Pesaran et al., 2001) présente des avantages comparativement aux autres modèles de cointégration. D'abord le test ARDL ne nécessite pas que toutes les variables étudiées soient intégrées du même ordre et il peut être appliqué lorsque les variables sous-jacentes sont intégrées d'ordre un, d'ordre zéro. Ensuite, est relativement plus efficace dans le cas de données d'échantillons de petite taille et finis. Enfin, la technique ARDL donne des estimations non biaisées du modèle de long terme (Harris et Sollis, 2003).

Ainsi, le modèle ARDL retenu peut s'écrire comme suit :

$$\Delta Rfisc_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \alpha_{1i} \Delta Rfisc_{t-i} + \sum_{i=0}^q \alpha_{2i} \Delta conflit_{t-i} + \sum_{i=0}^q \alpha_{3i} ouv_{t-i} + \sum_{i=0}^q \alpha_{4i} Vajagr_{t-i} + \sum_{i=0}^q \alpha_{5i} Vajind_{t-i} + \beta_1 Rfisc_{t-1} + \beta_2 conflit_{t-1} + \beta_3 ouv_{t-1} + \beta_4 Vajagr_{t-1} + \beta_5 Vajind_{t-1} + \varepsilon_t \quad (2)$$

Avec  $\Delta$  : opérateur de différence première ;  $\alpha_0$  : constante ;  $\alpha_1 \dots \alpha_5$  : effets à court terme ;  $\beta_1 \dots \beta_5$  : dynamique de long terme du modèle ;  $e \sim iid(0, \sigma)$  : terme d'erreur (bruit blanc).

### 4.2. Description des variables et sources des données

#### 4.2.1. La variable dépendante

La variable dépendante est le ratio des recettes fiscales rapporté au PIB.

Les données sont issues de la Banque Mondiale (World Development Indicators).

#### 4.2.2. Variable explicative

La variable explicative du modèle est l'intensité des conflits internes qui est mesuré par des scores pour chaque pays sur la base des guerres civiles ou menaces de coup d'Etat, du terrorisme ou des violences politiques et le désordre civil. Le plus grand score est attribué aux pays où il n'y a pas d'opposition armée ou civile au gouvernement et où le gouvernement ne se livre pas à des violences arbitraires, directes ou indirectes, contre sa propre population. Le score le plus faible est attribué à un pays plongé dans une guerre civile en cours. Les données proviennent de l'international country risk guide (ICRG, 2022). On attend un effet négatif de cette variable sur les recettes fiscales au Mali.

#### 4.2.3. Variables de contrôle

Les variables de contrôle retenues dans le modèle empirique sont les suivantes :

*Ouverture commerciale*

L'ouverture d'une économie au commerce international permet à l'Etat de bénéficier de la fiscalité de porte, à travers la mobilisation des taxes à l'exportation et à l'importation, favorisant une augmentation des recettes fiscales (Trinnou,2021).

L'effet de l'ouverture commerciale sur les recettes fiscales dans la littérature est ambigu. D'une part elle exerce un effet négatif sur les recettes fiscales (Ndour, 2016 ; Busse et al. 2006 ; Khattry and Rao, 2002). D'autre part, elle affecte positivement les recettes fiscales (Immurana et al. (2013) ; Pupongsak, 2009 ; Agbeyegbe et al, 2004 ; Fukasaku, 2003). L'ouverture commerciale est calculée par la somme des exportations et importations de biens et services rapportée au PIB. Elle affecte un effet positif et significatif sur les recettes fiscales au Mali.

*Valeur ajoutée agricole*

La relation entre la valeur ajoutée agricole (part de l'agriculture dans le PIB) à fait l'objet d'intenses travaux dont les conclusions sont divergentes (Amao, 2011 ; Gupta, 2007 ; Stostky et Wolde, 1997). On attend un signe négatif du coefficient de cette variable. Les données proviennent de la Banque Mondiale (World development Indicators).

*Valeur ajoutée industrielle*

La valeur ajoutée du secteur industriel est un facteur explicatif de la dynamique des recettes fiscale. Selon (Ndour, 2016), il existe une relation positive entre la valeur ajoutée industrielle et les recettes fiscales. On s'attend à un effet positif de cette variable sur les recettes fiscales au Mali. Les données sont issues de la Banque Mondiale (World development Indicators,2023).

Le tableau 4.2 donne un récapitulatif des variables explicatives et les différents signes attendus.

**Tableau 4.2 :** Variables et signes attendus

Variables explicatives	Signes attendus
Conflits (conflit)	-
Corruption (corr)	-
Ouverture commerciale (ouv)	+
Valeur ajoutée agricole (Vajagr)	-
Valeur ajoutée industrielle	+

Source : Auteurs

## V. Présentation et analyses des résultats obtenus

Cette section est consacrée à la présentation et l'analyse des résultats obtenus.

### 5.1. Statistiques descriptives

**Tableau 5.1 :** Analyse des statistiques descriptives

	Recettes fiscales (rfisc)	Conflits (conflit)	Ouverture commerciale (txouv)	Valeur ajoutée agricole (Vajagr)	Valeur ajoutée industrielle (Vajind)
Moyenne	0,124	8,051	0,012	0,383	0,227
Médiane	0,123	7,708	0,011	0,393	0,237
Maximum	0,154	10,625	0,018	0,415	0,286
Minimum	0,091	5,000	0,095	0,330	0,165
Ecart type	0,014	1,611	0,020	0,025	0,035
Somme	4,121	265,701	0,395	12,646	7,497
Observations	33	33	33	33	33

Source : Construction des auteurs à partir de Eviews.

D'après le tableau 5.1, le taux de pression fiscale au Mali est de 12,4% en moyenne pour les 33 observations. La dispersion autour de la moyenne enregistrée est de 1,4%. Le taux maximum est de 15,4%, contre un taux minimum de 9,1%.

Le pays a enregistré un score moyen en termes d'intensité de conflits de 8,051 sur la période de l'étude. La répartition de l'intensité de ces conflits autour de la moyenne est de 1,611.

Le score maximum est de 10,625, tandis que le minimum de score enregistré est de 5,000 pour l'échantillon des 33 observations.

Avec une moyenne de 1,2% comme degré d'ouverture moyen, l'échantillon des 33 observations a enregistré un taux d'ouverture maximum de 1,8% contre un taux minimum de 9,5%.

La part de l'agriculture dans le PIB est de 38,3% alors qu'elle est de 22,7% pour le secteur industriel. Les plus grandes valeurs ajoutées sont de 41,5% pour l'agriculture et de 28,6% pour l'industrie. La valeur ajoutée minimum de l'agriculture est de 33% et celle de l'industrie s'élève à 16,5%.

## 5.2. Test de racine unitaire

La détermination du modèle approprié impose le test de racine unitaire sur chacune de nos variables. A cet effet, nous utilisons celui de Dickey Fuller Augmenté (ADF) dont l'hypothèse nulle correspond à la non stationnarité de la série (présence de racine unitaire).

**Tableau 5.2** : Résultats des tests de racine unitaire

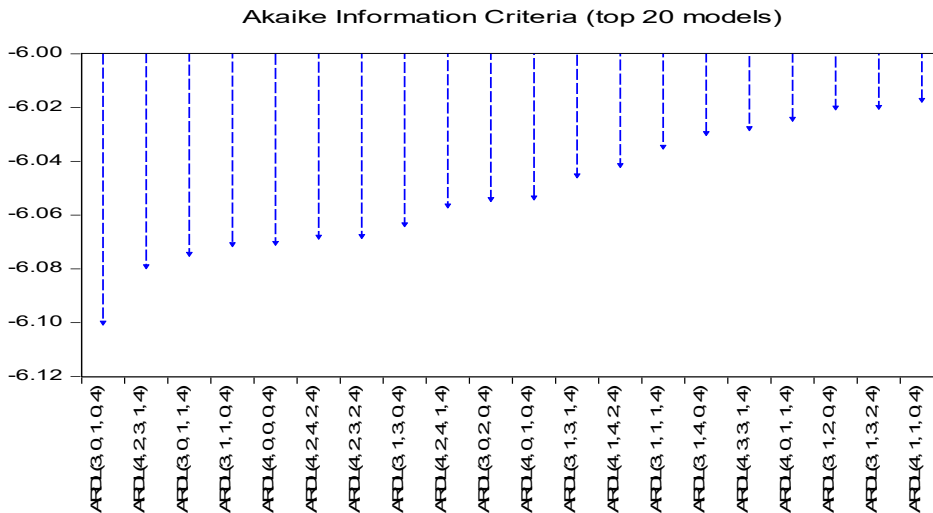
Variables	En niveau		En différences premières	
	t-statistic	Prob	t-statistic	Prob
Recettes fiscales (rfisc)	-4.412174	0.0096	-	-
Conflits (conflit)	-	-	-5.932894	0.0002
Ouverture commerciale (ouv)	-	-	-4.042670	0.0175
Valeur ajoutée agricole (VAjagr)	-	-	-8.825833	0.0000
Valeur ajoutée industrielle	-	-	-6.202912	0.0001

**Source** : Construction des auteurs

Les résultats du tableau 5.2 montrent que Seule la variable recettes fiscales est stationnaire à niveau. Par contre les autres variables conflits, ouverture commerciale, valeur ajoutée agricole et valeur ajoutée industrielle sont stationnaires en différence première. Il en résulte que le modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL) proposé par (Pesaran et Shin, 1998) et (Pesaran et al.,2001) est le modèle approprié pour estimer l'effet des conflits sécuritaires sur les recettes fiscales au Mali.

## 5.3. Détermination du retard optimal

Le critère retenu pour la détermination du retard optimal des variables de notre modèle est celui de Akaike (AIC).

**Figure 5.3** : Détermination du retard optimal

Les résultats montrent que le modèle ARDL (3, 0, 1, 0, 4) a la valeur du SIC la plus petite, par conséquent, nous retenons ce modèle pour nos estimations.

#### 5.4. Test de Cointégration

Afin de savoir s'il existe ou pas une relation de long terme entre les différentes variables, nous avons utilisé le test de cointégration proposé par (Pesaran et al.,2001).

**Tableau 5.4** : Résultats du test de Bound (Bound test)

<b>F-stat calculée</b>	7,637493
<b>Valeur Critique au seuil de 5% de Bound</b>	2,86 (inférieure)
	4,01 (supérieure)

Source : Construction des auteurs

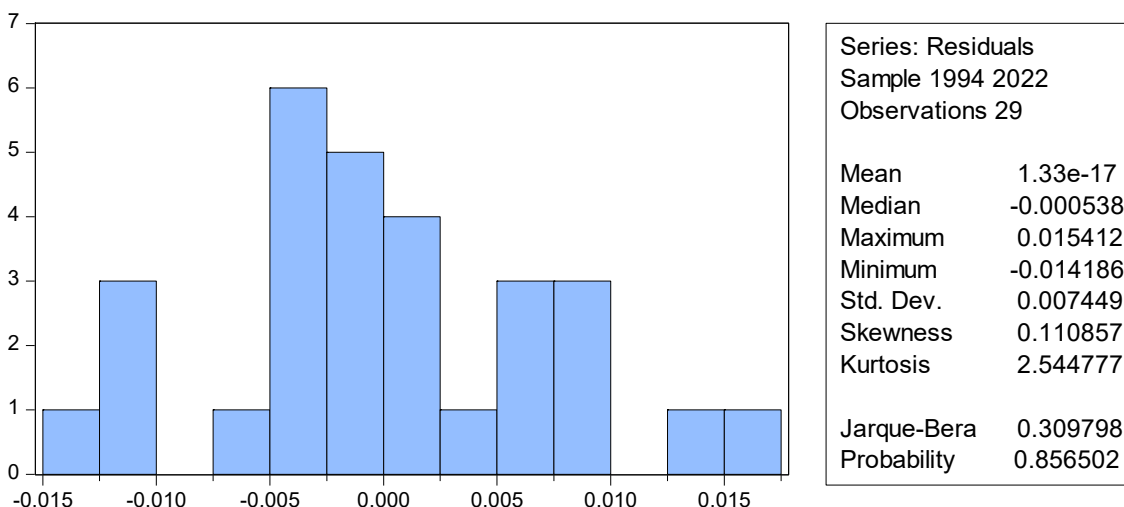
La F-stat calculée correspondant à l'hypothèse nulle de l'inexistence de relation de long terme entre les variables est de 7,637493. Cette valeur est largement au-dessus de la borne supérieure du Bound de l'intervalle de valeur critique de 95% (2,86 ; 4,01). Nous rejetons ainsi l'hypothèse nulle selon laquelle il n'existe pas de relation de long terme entre les variables et acceptons l'existence d'une cointégration entre les variables Rfisc, conflit, ouv ,vajagr et vajind.

Plusieurs autres tests de validation du modèle ont été effectués à savoir les tests de normalité des résidus de Jarque-Bera et d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey.

#### 5.5. Test de normalité des résidus

Les résultats du test de vérification de la normalité des résidus sont donnés par la figure suivante.



**Figure 5.5.1** : Résultats du test de normalité des résidus

**Source** : construction des auteurs à partir d'EViews 10.

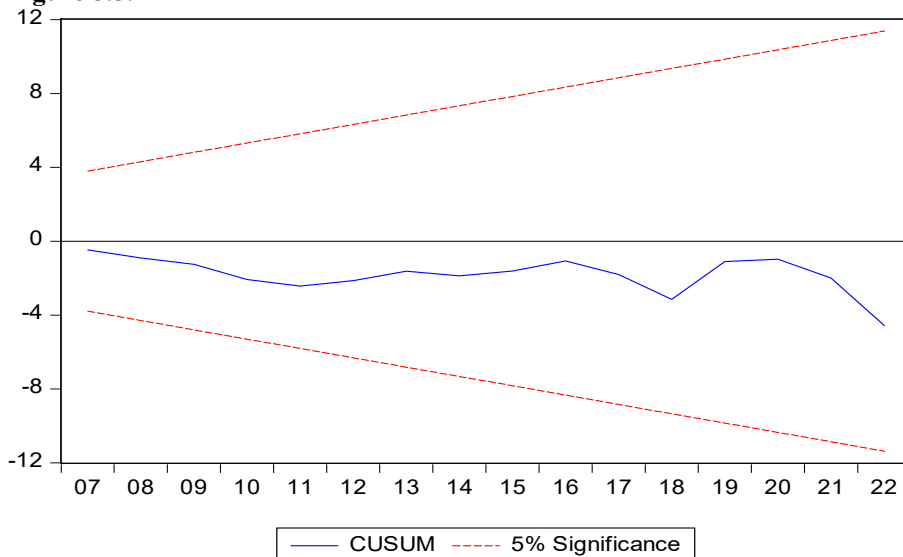
Les résultats des tests de Jarque-Bera et d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey sont résumés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 5.5** : Récapitulatif des différents tests

Intitulé	Probabilité
Test de normalité des résidus	0,856502
Test d'hétéroscédasticité	0,0014

**Source** : Construction des auteurs

La probabilité du test de Jarque-Bera est de 0,212732 (supérieur à 5%), donc les résidus ne suivent pas une loi normale au seuil de 5%. De plus, le test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey indique que le modèle n'est pas homoscédastique car la statistique de Fisher calculée est inférieure à la Fisher lue au seuil de 5%. Autrement dit, il y a présence d'hétéroscédasticité. Le test du Cusum illustré par le graphique ci-dessous montrent que le modèle est globalement stable. Donc les coefficients de la régression sont stables.

**Figure 5.5.2**: test de stabilité de Cusum

## 5.6. Analyses des résultats de l'estimation

Le tableau 5.6 ci-dessous présente les résultats des estimations de long et court terme.

**Tableau 5.6: Les résultats des estimations**

<b>Résultats de long terme</b>			
Variables	Coefficients	Ecart types	Probabilités
CONFLIT	-0,005315***	0,001333	0,0011
TXOUV	-0,011618	0,008101	0,1708
VAJAGR	0,051733	0,073252	0,4902
VAJIBD	0,055983	0,069899	0,4349
EC =	RFISC - (-0.0053*CONFLIT - 0.0116*TXOUV + 0.0517*VAJAGR+ 0.0560*VAJIND)		
<b>Résultats de court terme</b>			
Cons	0,283815***	0,041187	0,0000
D(RFISC(-1))	1,069901***	0,291331	0,0021
D(RFISC(-2))	0,978986***	0,212321	0,0003
D(TXOUV)	0,019377	0,015605	0,2322
D(VAJIND)	0,225609**	0,097900	0,0349
D(VAJIND(-1))	0,145668**	0,095871	0,0349
D(VAJIND(-2))	-0,057380	0,098959	0,5701
D(VAJIND(-3))	0,370634***	0,114308	0,0051
CointEq(-1)	-1,900092***	0,275017	0,0000
R <sup>2</sup>	0,786410		
R <sup>2</sup> -ajustée	0,700974		
Prob(F-statistic)	0,000030		

**Source :** construction des auteurs à partir d'EVIEWS 10.

*Note :* (\*\*\*), (\*\*) seuil de 1% et 5%.

Il ressort des résultats de l'estimation du modèle Autorégressif à retard échelonné que les variables sont significatives aux seuils de 1% ou 5%.

A long terme, les conflits internes ont une influence négative et très significative sur les recettes fiscales au Mali. Cela signifie qu'une intensification des conflits provoque la baisse des recettes fiscales de l'Etat. Ce résultat corrobore les travaux fiscaux (Gupta et al. 2002 ; Addison et al. 2004 ; Besley et Persson, 2008 ; Rodríguez-Franco, 2016 ; Ndoricimpa, 2021) qui ont trouvé que les conflits internes réduisent les capacités de l'Etat à mobiliser les recettes fiscales.

A court terme seules, les variables de contrôle telles que les valeurs retardées d'une période, de deux périodes des recettes fiscales, la valeur ajoutée courante de l'industrie et son niveau passé expliquent le niveau courant des recettes fiscales. Les conflits internes n'ont aucune influence sur les recettes fiscales.

Les valeurs retardées d'une et deux périodes présentent des coefficients positifs et significatifs, ce qui signifie que les volumes passés des recettes fiscales augmentent leur niveau présent.

La part courante et passée de l'industrie dans le PIB ont des effets positifs et significatifs au seuil de 5% sur les recettes fiscales. Ainsi une augmentation de la valeur ajoutée industrielle améliore les recettes fiscales.

On constate également que le coefficient de la force de rappel vers l'équilibre,

CointEq(-1) = -1,900092 est négatif et significatif au seuil de 1%, ce qui traduit l'existence d'un mécanisme de convergence vers la cible de long terme. Ainsi, le degré auquel la variable conflit sera rappelée vers la cible de long terme est estimé à (-1,900092) pour notre modèle ARDL, exprimant un ajustement relativement rapide à la cible de long terme.

## Conclusion et implications de politique économiques

L'objectif de cet article était d'analyser l'effet des conflits sécuritaires sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali. Pour atteindre cet objectif, un modèle ARDL a été utilisé sur la période 1990-2021. Il ressort de nos investigations que les conflits sécuritaires ont un effet négatif et significatif sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali à long terme. Ce résultat est conforme aux travaux passés qui soutiennent que les conflits armés réduisent les recettes fiscales (Gupta et al. 2002 ; Addison et al. 2004 ; Besley et Persson, 2008 ; Rodríguez-Franco, 2016 ; Ndoricimpa, 2021). Par contre, à court terme, les conflits n'ont aucune influence sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali.

Les variables de contrôle telles que les valeurs retardées d'une et deux périodes, la part courante et passée de l'industrie dans le PIB agissent positivement et significativement sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali.

Au regard de ces résultats, il faut promouvoir la paix qui est le garant de la sécurité.

La sécurité facilitera le redéploiement des agents des impôts sur l'ensemble du territoire afin de recouvrer plus d'impôts.

La sécurité permettra aux citoyens de vaquer librement à leurs activités, ce qui leur permettra de payer leurs impôts.

La sécurité surtout dans les zones d'insécurité permettra à l'Etat d'élargir son assiette fiscale.

De même elle permettra une nouvelle participation fiscale avec le retour des déplacés internes et les réfugiés.

## Bibliographie

Agbeyegbe, T., J. Stotsky et A. Mariam .2004. « Trade Liberalization, exchange rate changes and tax revenue in sub-saharan Africa », *IMF Working Paper*, 178(31).

AMAO. 2011. « Effort fiscal dans les pays de la CEDEAO », décembre 2011.

Attila, G., G. Chambas, G. et J.L. Combes. 2009. « Corruption et mobilisation des recettes fiscales publiques : une analyse économétrique », *Recherche économique de Louvain*, 75(2).

BAD .2020. « Leadership et partenariats pour un monde qui en a besoin », *Rapport annuel* (2020).

Besley, T. and T. Persson. 2008. « Wars and State Capacity », *Journal of the European Economic Association*, 6 (23): 522–30.

Boogaard, V., W. Van den, N. P. Milicic and M. Benson. 2016. « Tax revenue mobilization in conflict-affected developing countries », *WIDER Working Paper* 2016/155.

Busse, M., A. Borrmann et H. Grobmann .2006. « L'impact des accords de partenariat économique ACP-UE sur les pays de la CEDEAO : une analyse des effets commerciaux et budgétaire ». *Ed. HWWA, juillet*, 72 p.

Downing, B.M. 1992. « The Military Revolution and Political Change: Origins of Democracy and Autocracy in Early Modern Europe », *Princeton, NJ: Princeton University Press*.

Ertman, T. 1997. « Birth of the Leviathan: Building States and Regimes in Mediaeval and Early Modern Europe ». *Cambridge: Cambridge University Press*.

Gupta, S., B. Clements., R. Bhattacharya and S. Chakravarti. 2002. « Fiscal Consequences of Armed Conflict and Terrorism in Low and Middle-Income Countries ». *IMF WP/02/142*.

Immurana, M., A. Rahman et A. Idrissu.2013. «The Impact of Trade Liberalization on Tax Revenue in Ghana: A Co-Integration Analysis », *Journal of Africa Development and Resources Research Institute*, 3(3):1-19.

Khattry, B. et J. M.Rao .2002. « Fiscal Faux Pas? An Analysis of the Revenue Investigation. Tanzi eds, Fiscal Policy in Open Developing Economies», *Washington IMF*.

Koleva, K. et J.M. Monnier. 2009. « La représentation de l'impôt dans l'analyse économique de l'impôt et dans l'économie des dispositifs fiscaux », *Revue économique*, 60(1) : 33-57.

Leroy, M. 2007. « Sociologie des finances publiques ». Paris, *La Découverte Repères*.

Diakite, M., S.Diarra., J.A. S. Tapsoba et T.Zongo .2019. Foreign Aid and Domestic Revenue Mobilization in Conflict-affected Countries», hal-02059510.

Musgrave, R.1959. « The Theory of Public Finance», *McGraw Hill*, New York.

Ndikumana, L. 2001. «Fiscal Policy, Conflict, and Reconstruction in Burundi and Rwanda», *WIDER Discussion Paper No. 2001162*, (Helsinki: World Institute for Development Economics Research, United Nations University).

Ndoricimpa, A. 2021. « Tax reforms, civil conflicts and tax revenue performance in Burundi», *Scientific African 13 (2021) e00927*.

Ndour, C.T.2016. « Libéralisation commerciale et recettes fiscales : analyse par quantile de régression sur données de panel en zone CEDEAO », *Revue d'Economie Théorique et Appliquée*, 6(2).

Pupongsak, S.2009. « The Effet of Trade Liberalization on Taxation and Government Revenue», *University of Birmingham Research Archive*.

Stotsky, J.G. and A.M.Wolde. 1997. «Tax effort in Sub-Saharan Africa», *IMF Working Paper*, WP/97/107 73.

Rodríguez-Franco, D. 2016. « Internal Wars, Taxation and State Building», *American Sociological Review* 81 (1): 190–213.

Senou, B.M.2014. « Un essai d'analyse du potentiel fiscal du Bénin », *Revue d'Economie Théorique et Appliquée*, 4 (2) :181-202.

Soifer, H. D. 2015. «State Building in Latin America», New York: *Cambridge University Press*.

Trinnou, G.M.2021. « Analyse des facteurs explicatifs de l'effort fiscal dans les pays de l'UEMOA », *Document d'étude et de recherche*, NoCOFEB/DER/2021/03.